

Madagascar

“possession française”?

L'historiographie coloniale en débat: une mise en perspective

MARCO PLATANIA

I.

Le savoir historique sur le fait colonial fait l'objet d'un regain d'intérêt dans le contexte de l'étude de la transformation des cultures nationales à l'échelle de l' 'empire'. Les recherches de terrain, les congrès, les thèses de doctorat et les publications abordant le problème de l'institution, de l'enseignement et de l'écriture de l'histoire coloniale, se multiplient depuis quelques années¹. Les enjeux sont également importants concernant les approches culturelles

¹ P. Singaravélou, *L'École française d'Extrême-Orient, ou l'institution des marges. Essai d'histoire sociale et politique de la science coloniale, 1898-1956* (Paris: L'Harmattan, 2001, première éd. 1999), A. L. Conklin, "Boundaries Unbound: Teaching French History as Colonial History, and Colonial History as French History", *French Historical Studies*, 23, 2 (2000): 215-238, B. Gainot, "Un projet avorté d'intégration républicaine. L'institution nationale des colonies (1797-1802)", *Dix-huitième siècle*, 32 (2000): 371-401, C. Coquery-Vidrovitch, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale* (Paris: Agone, 2009), *La construction du discours colonial. L'empire français aux XIX^e et XX^e siècles*, sous la direction de O. Saaïdia, L. Zerbini (Paris: Karthala, 2009), S. Dulucq, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale, XIX^e-XX^e siècles* (Paris: Karthala, 2009). Cf. aussi la thèse de Simon Duteil, "Enseignants coloniaux: Madagascar 1896-1960", soutenue à l'Université du Havre le 24 octobre 2009, et le Colloque "Enseignement et colonisation dans l'Empire français: une histoire connectée?" (Lyon, 30 sept.-2 octobre 2009). Je remercie Frédéric Garan et Arne Bialuschewski, qui ont lu une version préparatoire de cet article, pour leurs remarques et pour les suggestions précieuses pour la recherche à venir.

des mondes et des civilisations ‘non-européens’: le savoir historique sur le fait colonial est-il capable, ou a-t-il jamais été capable, de comprendre et de représenter la diversité des civilisations indigènes? Sommes nous confrontés à l’assimilation de l’histoire des pays et des peuples colonisés dans le récit de l’expansion du pays colonisateur ? Comment est-ce que sont représentées, par l’historiographie coloniale, les dynamiques d’action et réaction entre colonisateurs et colonisés?

Nous touchons là à une problématique de grande ampleur, comme l’ont mis en évidence les recherches – à l’époque novatrices – sur l’‘empire’ comme système de pouvoir traversé par des ‘tensions’, des inflexions, des résistances, des mutations, des adaptations². Mettant à profit cette démarche analytique, les études récentes se sont appliquées à reconsidérer les regards que les Européens ont portés sur l’histoire des peuples non-européens au cours de l’expansion coloniale (et vice-versa, les représentations que les peuples non-européens ont données de la diversité de la civilisation occidentale), et aussi les rapports des savoirs au pouvoir colonial: dans ce cadre, l’étude des institutions, des acteurs, des dynamiques matérielles qui ont formé la culture coloniale et contribué par là à la mise en place de la domination occidentale, constitue certes un apport décisif; à côté de cela, il ne faut pas non plus sous-estimer les appropriations, les résistances, les assimilations, les médiations, les contaminations, les réceptions, les transferts, les conséquences inattendues, les dérapages de ces processus culturels.

S’agit-il d’un vœu pieux? Le défi doit être relevé si on souhaite répondre à une objection fréquemment avancée, il y a environ une vingtaine d’années, par les *Subaltern Studies*, et en particulier par Ranajit Guha et Partha Chatterjee, mais aussi aux remarques présentées par Michel-Rolph Trouillot, Jorge Cañizares-Esguerra, Nicholas Dirks sur l’écriture de l’histoire des peuples non européens à l’époque coloniale en France, en Espagne, et en Grande Bretagne³; il est aisé de constater dans ce débat l’ampleur et l’actualité d’une remise en question générale de l’historiographie coloniale. Cette remise en question porte sur une idée bien précise: la nécessité de démasquer et de déconstruire le préjugé déformateur du point de vue à la fois européocentrique et national dans l’écriture de l’histoire coloniale, et, dans une perspective plus générale, dans

2 Voir l’essor de cette perspective dans *Tensions of Empire. Colonial Cultures in a Bourgeois World*, eds. F. Cooper and A. Stoler (Berkeley-Los Angeles-London: University of California Press, 1997).

3 P. Chatterjee, *The Nation and its Fragments. Colonial and Postcolonial Histories* (Princeton: Princeton University Press, 1993), M.-R. Trouillot, *Silencing the Past: Power and the Production of History* (Boston: Beacon Press, 1995); R. Guha, *Dominance without Hegemony: History and Power in Colonial India* (Cambridge, Mass.-London: Harvard University Press, 1997), J. Cañizares-Esguerra, *How to Write the History of the New World. Histories, Epistemologies, and Identities in the Eighteenth-Century Atlantic World* (Stanford: Stanford University Press, 2001), N. B. Dirks, *The Scandal of Empire. India and the Creation of Imperial Britain* (Cambridge, Mass.-London: The Belknap Press of Harvard University Press, 2006).

toute tentative de compréhension de l'histoire des peuples non-européens. Or, ce renouvellement souhaité s'avère de la plus haute importance car il en va bel et bien de l'histoire coloniale elle-même⁴: est-il possible, de nos jours, d'écrire, d'étudier, de fabriquer une histoire coloniale affranchie des préjugés européocentriques, une histoire coloniale qui ne soit pas orientée de façon exclusive ni par le point de vue des 'dominateurs', ni par le point de vue des 'colonisés' (pour reprendre la conception des *Subaltern Studies*)? À quoi pourrait ressembler une telle histoire? Serait-elle capable de se libérer de la perspective nationale, c'est-à-dire de se présenter sous une autre forme que celle du récit des succès ou des malheurs des peuples colonisateurs, de leurs bienfaits ou de leurs dévastations? Serait-elle capable, cette histoire coloniale renouvelée, de porter son attention sur les échanges, les inflexions et les modifications réciproques des civilisations sans pour autant sous-estimer les rapports de dominations? Quelles méthodologies et quels outils conceptuels pourraient-ils féconder une pareille histoire du fait colonial?

Sans prétendre à répondre à toutes ces questions, cet article insiste sur l'importance de l'étude contextuelle de la construction de l'historiographie coloniale comme démarche constitutive de l'étude du fait colonial lui-même, et des approches culturelles des civilisations 'non-européennes'. Cette investigation, qui se veut non-téléologique, montre que l'historiographie coloniale ne peut être considérée comme un 'discours' unitaire, constamment et consciemment orienté par la mise en œuvre de formes de domination culturelle. Il ne s'agit ici nullement de faire l'apologie du préjugé européocentrique implicite dans le regard historique de l'Occident vers les Nouveaux Mondes, ni de justifier les usages politiques de l'historiographie coloniale. Il s'agit bien plus de souligner que, malgré les schématismes et maintes préjugés dont il était formé, le savoir historique a également opéré comme instrument critique de la mise en place de la domination coloniale; qu'il a été un savoir pluriel, traversé par des polémiques, des tensions, des résistances internes.

On objectera que, malgré sa pluralité et sa variété, ce savoir arrangeait les vues de l'Europe. Le fait que cela puisse être vrai en général ne doit pas occulter la reconnaissance des diverses voix, idées, opinions, institutions, dynamiques ayant formé le savoir historique autour du fait colonial, les chemins interrompus, les acteurs gagnants et les perdants dans ce processus de construction du discours historique, les failles dans l'élaboration des argumentaires européens et finalement de la domination culturelle. La reconnaissance de cette complexité, jointe à une étude de la construction du savoir historique à l'échelle impériale des échanges et des dynamiques culturelles, contribue de manière capitale au renouvellement des études sur le fait colonial, et favorise la reprise du dialogue avec les critiques de l'occidentalisme.

4 Cf. J.-F. Schaub, "La catégorie 'études coloniales' est-elle indispensable?", *Annales. Histories, Sciences sociales*, 63, 3 (2008): 625-646.

Madagascar possession française depuis 1642 est le titre d'un pamphlet publié par Barbié du Bocage en 1859, en plein milieu de l'opposition franco-britannique sur l'occupation de la Grande Île⁵. L'argument construit par l'auteur pourrait aujourd'hui être facilement réfuté comme provocateur, maladroit, voire même dépourvu de sens de la réalité. Il témoigne néanmoins d'un tournant historiographique important, orienté vers l'usage manifestement politique et propagandiste de l'histoire coloniale; cet usage, à son tour, est redevable de la construction méticuleuse et intentionnelle d'une 'tradition' historique à l'appui des prétentions coloniales: pour asseoir le 'droit' français à la possession de l'île sur une base d'historicité, Barbié du Bocage procède par énumération des dates et événements qui feraient preuve de la 'présence' française à Madagascar. La démarche de Barbié de Bocage actualisait, en le modernisant, un récit de la colonisation française à Madagascar qui s'était formé tout au long des tentatives d'exploitation de l'île. Il est pertinent d'effectuer un survol de ce discours pour en saisir les éléments de continuité, mais aussi de rupture, par rapport à l'historiographie coloniale du milieu du XIXe siècle.

L'histoire de Madagascar a commencé par être écrite et racontée en France dès les premières entreprises commerciales et coloniales. Abordée par les frères Parmentier en 1529, Madagascar fait l'objet de nombreuses tentatives d'installation permanente par la Compagnie des Indes Orientales en 1619, 1638, 1642 et 1648. Retenons surtout cette dernière date, car elle correspond au commencement de l'aventure d'Étienne de Flacourt à Madagascar ; cantonnés au sud de la côte Est, les colons français n'arrivent pas à vivre en bonne harmonie avec les habitants de l'île (encore moins à les gouverner)⁶; leur constitution physique ne supporte pas le climat, les établissements ne progressent pas, et finalement, en 1655, Flacourt rentre en France. Mais auparavant, il avait pris des notes de son séjour, qu'il publie trois ans plus tard dans son *Histoire de la Grande Île de Madagascar* (à Paris: chez Alexandre Lesselin, 1658). Il est important d'observer dès maintenant que cette *Histoire* a été proposée à deux nouvelles reprises au public français, en 1991 et 1995⁷.

En dépit du fait que les démarches de la Compagnie des Indes pour s'établir à Madagascar n'avaient pas été encourageantes, cette île recouvre une place

5 V. A. Barbié du Bocage, *Madagascar possession française depuis 1642* (Paris: A. Bertrand, 1859).

6 P. M. Larson, "Colonies last: God, Hunger and Conflict in Anosy (Madagascar) to 1674", *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 27, 2 (2007): 345-366, spec. 357-66. Sur d'autres aspects de l'arrivée des Européens à Madagascar, et en particulier le trafic des armes, cf. A. Bialuschewski, *Firearms and Warfare in Late Seventeenth and Early Eighteenth-Century Madagascar*, in *War and Peace in Africa*, eds. T. Falola and R. C. Njoku (Durham: Carolina Academic Press, 2010): 57-72.

7 É. de Flacourt, *Histoire de la Grande Isle de Madagascar*, éd. présentée et annotée par C. Allibert (Paris: Éditions Karthala, 1995), Id., *Histoire de la Grande Isle de Madagascar* (Sainte Clotilde, La Réunion: A.R.S. Terres Créoles, 1991).

importante dans les plans de l'administration française, et cela aussi grâce à l'insistance de gens tels que Flacourt, qui ne laissent pas de souligner les avantages que procurerait la possession de ce territoire⁸. Le marquis de Montdevergue, nommé pompeusement "vice-roi des Indes et gouverneur de Madagascar", prend le relais de Flacourt. Sur son navire se trouve aussi François Martin, dont les mémoires constitueront un apport certain dans la construction historiographique de la colonisation française. Le résultat est toujours le même, un échec; en 1674, les Français abandonnent Madagascar pour s'installer à l'île Bourbon (La Réunion). Il faut remarquer que malgré cette situation, l'île de Madagascar "continua d'être considérée comme française: en 1686 un arrêt du conseil d'État la réunit à la couronne de France"⁹. Cette annexion 'sur la carte' est tout à fait paradoxale car de fait l'île Dauphine – puisque tel était désormais son nom – jouera un rôle mineur dans l'histoire coloniale française à l'avantage des Mascareignes, et cela jusqu'en 1767. À cette date, le comte Maudave propose à Choiseul et Praslin un nouveau projet de colonisation. Il débarque à Fort Dauphin avec une soixantaine d'hommes, mais les moyens dont il dispose ne suffisent pas à assurer leur maintien. En outre, Maudave est en désaccord avec le gouverneur de l'île Bourdon, Dumas, qui parvient à convaincre Versailles de mettre fin à son aventure. Une fois encore, l'échec est accompagné, outre de violentes polémiques, par des mémoires et relations très importantes pour la reconstruction de l'histoire de la colonisation française; la correspondance que Maudave rédigea dans cette occasion compta parmi les sources les plus précieuses au XIXe siècle, lorsque la France redécouvrit son héritage colonial¹⁰. Quelques années après la tentative de Maudave, vint le tour du baron Beniowski. Celui-ci débarqua à deux reprises dans la baie d'Antongil, au Nord de la côte Est: en 1773, sous le drapeau français, et en 1784, à son propre compte. Si les résultats de sa première tentative s'avérèrent infructueux, son deuxième débarquement lui fut cette fois fatal, car il fut tué par une escadre française envoyée de l'île de France (actuelle Île Maurice)¹¹.

La Révolution ne fait que détourner un moment l'attention de Madagascar. En 1803, Joseph-François Charpentier de Cossigny, fils de Jean-François

8 De Flacourt rédige encore trois textes qu'il publie dans la deuxième édition de son *Histoire*, en 1661: *Cause pour laquelle les intéressés de la compagnie n'ont pas fait de grands profits à Madagascar, Avantages que l'on peut tirer en l'établissement des colonies à Madagascar pour la religion et pour le commerce, et Moyens dont il faut se précautionner contre les maladies du pays*. À remarquer aussi son *Dictionnaire de la langue de Madagascar* (1658) e son *Petit Catéchisme en français et en malgache* (1657).

9 R. et M. Cornevin, *La France et les Français outre-mer. De la première croisade à la fin du Second Empire* (Paris: Tallandier, 1990), 139.

10 H. Pouget de St. André, *La colonisation de Madagascar sous Louis XV, d'après la correspondance inédite du Comte de Maudave* (Paris: Challamel Aîné, 1886). Le journal de voyage de Maudave (ou Modave) est aussi très important: Modave, *Voyage en Inde du Comte de Modave, 1773-1776*, texte établi et annoté par J. Deloche (Paris: École française d'Extrême Orient, 1971).

11 M. A. Beniowski, *Mémoires et voyages* (Montricher: Les Éditions Noir sur Blanc, 1999, 3 vols.).

Charpentier de Cossigny qui avait été ingénieur du roi à Madagascar dans les années 1730, revient sur l'importance d'occuper cette île dans un ouvrage ambitieux: *Moyens d'amélioration et de restauration proposés au gouvernement et aux habitants des colonies, ou mélanges politiques, économiques, agricoles, et commerciaux, etc., relatifs aux colonies* (Paris: Barillot, an XI, 1803, 3 vols.). Par cet ouvrage, Joseph-François de Cossigny reprend ainsi un projet que lui-même avait déjà esquissé en 1773, dans un mémoire où l'on propose un établissement au Madagascar et où l'on s'attache à en prouver l'importance et les avantages¹².

Malgré l'insistance des milieux coloniaux, la compétition britannique dans l'Océan Indien prive la France de toute possibilité d'installation dans la Grande Île. En 1814, sir Robert Farquar signe un traité avec Radama I^{er}, chef du royaume merina alors en expansion dans l'île, lui donnant le titre de Royaume de Madagascar pour le rallier à la politique anglaise et limiter l'influence française. Il n'en va guère mieux pour la France sous le règne de Ranaivalona I^{ère} (1828-1861), reine que les manuels d'histoire coloniale qualifient de "xénophobe" en raison de la résistance qu'elle a opposée à la pénétration française (Jean Laborde)¹³. La seule présence française dans cette partie du monde est désormais liée à quelques points d'appui sur la côte Ouest, aux Créoles de l'île Bourbon (la Réunion), ou à des marchands qui négocient des concessions commerciales avec la reine, tels Napoléon de Lastelle, Jean Laborde, Joseph Lambert. Celui-ci essaye à plusieurs reprises (en 1855 et 1862) de se présenter comme ambassadeur français et de faire signer une "Charte" dans laquelle Madagascar demanderait le "protectorat français". Mais une fois de plus les rapports internationaux, l'opposition britannique et les luttes internes pour la succession au trône de l'île ne lui permettent pas de donner naissance à la "Compagnie de Madagascar, Foncière, Industrielle, et commerciale", qu'il avait projetée. En même temps, les publications françaises insistent sur le passé colonial de la France à Madagascar et sur les progrès réalisés. Au moins deux études se distinguent par leur importance: les *Mémoires sur les progrès des découvertes géographiques dans l'île de Madagascar* (Paris: Bourgogne et Martinet, 1844), par Eugène de Froberville (1790-1871) et l'*Histoire et géographie de Madagascar* publiée par Henry d'Escamps sous le pseudonyme Macé Descartes¹⁴. Bientôt, au milieu des années 1850, la polémique concernant la Grande Bretagne et ses prétentions sur Madagascar commence à enfler. On le voit bien dans les histoires des colonies françaises publiées à l'époque, tant dans les ouvrages

¹² Arch. Col., C/5a/3.

¹³ Cf. R. et M. Cornevin, *La France et les Français outre-mer*, 381, et J. Meyer, J. Tarrade, A. Rey-Goldzeiguer, J. Thobie, *Histoire de la France coloniale. Des origines à 1914* (Paris: Colin, 1991, 2 vols.), vol. I, 442. Il faut néanmoins préciser que l'action politique la plus significative de Ranaivalona I^{ère} fut la lutte contre les missionnaires chrétiens, en large partie protestants anglais.

¹⁴ M. Descartes [H. d'Escamps], *Histoire et géographie de Madagascar depuis la découverte de l'île, en 1506, jusqu'au récit des derniers événements de Tamatave*; par M. Macé Descartes [...] Ouvrage écrit d'après les publications officielles les plus récentes et accompagné d'une carte nouvelle de Madagascar et de ses dépendances (Paris: P. Bertrand, 1846).

consacrés exclusivement à Madagascar – parmi lesquels je signalerais Barbié du Bocage¹⁵ – que dans les synthèses d'histoire coloniale¹⁶. Désormais, le rattrapage systématique et sélectif de l'histoire coloniale pour la défense des 'droits' de la France sur cette île est une stratégie fréquente.

III.

Ce survol de l'historiographie de l'entreprise coloniale française à Madagascar a mis en évidence certains éléments importants de continuité: tout d'abord, il existe un lien très étroit et constant entre l'écriture de l'histoire coloniale française, les acteurs de cette colonisation et les politiques coloniales. Le récit de l'histoire coloniale française se construit sur le terrain même de l'aventure coloniale, c'est-à-dire à partir des rapports, des mémoires et des ouvrages rédigés par les protagonistes de cette colonisation, qui en étaient aussi les interprètes. En second lieu, notons que les récits sont orientés par leur caractère instrumental, ils répondent à des buts politiques et pratiques (qui font aujourd'hui l'objet de l'attention des historiens). Une troisième remarque s'impose également: l'histoire de Madagascar a été confondue, voire assimilée à l'histoire des Français à Madagascar (bien sûr, il y a aussi la vision anglaise de Madagascar, et celle des missions de tous pays, y compris françaises). Enfin, le préjugé européocentrique et les intérêts pratiques des nouveaux arrivés ont faussé la compréhension et les représentations de la civilisation malgache.

Ce dernier aspect est évident dans les remarques 'anthropologiques' intégrées dans les récits historiques, à commencer par celui d'Étienne de Flacourt jusqu'à l'*Histoire des deux Indes* (le célèbre ouvrage publié sous le nom de l'Abbé Raynal mais en réalité écrit par lui-même et par plusieurs autres auteurs, parmi lesquels Diderot et Deleyre). Le préjugé de supériorité envers les peuples que Flacourt venait de rencontrer est tout à fait frappant dans ses textes: il décrit les "habitants de cette île" comme "une [...] grande multitude de Barbares, un peuple [...] de barbares perfides, sans foi et sans parole, poltron, craintif et nu, qui se sert de dards qu'il jette sur son ennemi, et n'entend ni ordre, ni manière d'attaquer que par surprise et trahison"¹⁷. Mais Flacourt ne pouvait pas en rester là: le risque était de décourager l'administration de la Compagnie de l'entreprise coloniale à Madagascar, et il était évident que les colons avaient besoin du soutien de ces "peuples barbares" pour leur propre maintien (ils leurs achetaient du bétail, des produits). C'est pourquoi Flacourt s'empresse de préciser que ces tribus

15 V. A. Barbié du Bocage, *Madagascar possession française*.

16 J.-J.-É. Roy, *Histoire des colonies françaises et des établissements français en Amérique, en Afrique, en Asie et en Océanie, depuis leur fondation jusqu'à nos jours* (Tours: A. Mame, 1855).

17 É. de Flacourt, dans l'*Avant propos* de sa *Relation de la Grande Isle Madagascar*, aujourd'hui publiée en appendice à son *Histoire de la Grande Isle de Madagascar*, éd. Allibert, 259.

n'avaient pas “la Barbarie et la cruauté des Américains et des Cafres de Soffala, qui sont anthropophages, ni la bestialité des Nègres de la Guinée qui vendent père, mère, et parents aux Nations de l'Europe, et moins encore la folle superstition des Idolâtres de Pagu, Siam et autres pays circonvoisins qui se sacrifient vivant aux pieds de leurs Idoles [...]”¹⁸. Les Malgaches, au contraire, n'avaient connu “aucune communication ni commerce” et vivaient à l'état de nature, “sans ambition et sans luxe [...] plus contents des fruits que la terre leur donne et des bestiaux qu'elle leur nourrit, passant plus doucement leur vie que les autres habitants de l'Europe”¹⁹.

Il serait impossible de suivre ici le développement de ce discours anthropologique tout au long du XVII^e et du XVIII^e siècle, jusqu'à ses aboutissements dans la science des XIX^e et XX^e siècles. Serais-je autorisé à remarquer – sans viser une quelconque justification des préjugés européocentriques et des pratiques qui en découlaient, parmi lesquelles l'esclavage – qu'il me paraît anachronique de faire l'unité de ces discours sur la base de leur manque des précautions et des prémunitions méthodologiques constitutives de l'anthropologie contemporaine? La tâche consistant à éclaircir le développement de ce discours anthropologique et ses caractères doit être confiée aux spécialistes²⁰. Mon propos à moi est de préciser le sens de l'utilisation de ce discours anthropologique à l'intérieur d'ouvrages consacrés à l'histoire de l'expansion coloniale française. On ne saurait nier à cet égard le lien très étroit entre le regard anthropologique et les pratiques de domination coloniale, comme Michèle Duchet le relevait déjà²¹. On ne saurait non plus sous-estimer le lien qui existe entre le discours insistant sur la barbarie des “indigènes” et le futur développement de l'idéologie de la “mission civilisatrice”, comme Alice Conklin l'a également remarqué²². Mais, en même temps, je voudrais ici souligner que cette continuité n'est pas identité : si l'avènement de l'idéologie de la ‘mission civilisatrice’ peut, et doit être retracé jusqu'à ses origines et sa prémisse lointaines, l'établissement de ce lien de continuité ne peut se passer d'une mise en évidence des accélérations, des mutations internes, des tournants idéologiques. L'utilisation du discours anthropologique par l'historiographie coloniale au XVIII^e siècle nous propose quelque cas exemplaires sur lesquels appuyer cette thèse.

18 Flacourt, *Histoire de la Grande Isle*, éd. Allibert, 95.

19 Flacourt, *Histoire de la Grande Isle*, éd. Allibert, 96.

20 E. Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique?* (Paris: Éditions de l'EHESS, 2002), et *The Anthropology of Enlightenment*, eds. L. Wolff et M. Cipolloni (Stanford: Stanford University Press, 2007).

21 M. Duchet, *Anthropologie et histoire au siècle des Lumières* (Paris: Albin Michel, 1995, 1^{ère} éd. 1971), Id., *Essais d'anthropologie. Espace, langues, histoire* (Paris: Puf, 2005).

22 A. Conklin, *A Mission to Civilize: the Republican Idea of Empire in France and West-Africa, 1895-1930* (Stanford: Stanford University Press, 1997).

Il est intéressant à ce propos de se pencher sur les pages consacrées à la colonisation de Madagascar dans la troisième édition de l'*Histoire des deux Indes* (1780):

Ces Insulaires étoient fatigués de l'état de guerre & d'anarchie où ils vivoient continuellement. Ils soupiroient après une police qui pût les faire jouir de la paix, de la liberté. Des dispositions si favorables ne permettoient pas de douter qu'ils ne se prêtassent facilement aux efforts qu'on voudroit faire pour leur civilisation. [...] Quelle gloire ce seroit pour la France de retirer un peuple nombreux des horreurs de la barbarie; de lui donner des mœurs honnêtes, une police exacte, des loix sages, une religion bienfaisante, des arts utiles & agréables; de l'élever au rang des nations instruites & civilisées!²³

Ainsi que Michèle Duchet et l'édition critique du texte raynalien l'ont démontré, l'*Histoire des deux Indes* était redevable des nombreux mémoires rédigés par des marins, des naturalistes, des hommes de lettres (Poivre, Commerson, Maudave) qui avaient circulé au sein de l'administration de la Compagnie française, ainsi que des récits de voyages publiés (parmi les plus récents à l'époque, le *Voyage dans les mers des Indes*, de Le Gentil de la Galaisière et la *Lettre concernant l'état actuel des mœurs, usages, commerce, [...] des habitants de l'île de Malegache*, par de Barry²⁴).

Le projet proposé par Raynal (ou par le rédacteur anonyme du passage cité) s'inspire des idées avancées par Maudave et avant lui par Flacourt; ceux-ci insistaient sur la sociabilité des tribus madécasses, et sur la possibilité d'établir des liens d'amitié, même des mariages mixtes entre la population et les colons français (mais uniquement dans la logique homme français et femmes malgaches). Raynal ne dit pas autre chose²⁵. Il faut reconnaître que cette idée entraîne avec elle un certain paternalisme qui affleure dans le texte raynalien:

C'étoit par la voie douce de la persuasion; c'étoit par l'appât si séduisant du bonheur; c'étoit par l'attrait d'une vie tranquille; c'étoit par les avantages de notre police, par les

23 G. Raynal, *Histoire philosophique et politique de l'établissement des Européens dans les deux Indes*, livre IV, chap. 5, éd. critique sous la direction d'A. Strugnell (directeur), A. Brown, C. P. Courtney, G. Dulac, G. Goggi et H.-J. Lüsebrink (Fernel-Voltaire: Centre International d'étude du XVIII^e siècle, 2010), t. I, 355, 358 (abrégé par la suite: HDI).

24 Barry, *Lettre de M. de Barry à M. G. *** de l'Académie Royale [...] contenant l'état actuel des Mœurs, [...] de l'île de Malegache* (Paris: chez Laurent Prault, 1764). J.-B. Le Gentil de la Galaisière, *Voyage dans les mers de l'Inde, fait par ordre du roi, à l'occasion du passage de Venus, sur le disque du soleil*, le 6 juin 1761, & le 3 du même mois 1769 (Paris: Imprimerie Royale, 2 vols., 1779-1781).

25 "On a calomnié les Madécasses, lorsque sur un petit nombre d'actes isolés d'emportement & de rage, commis dans l'accès de quelque passion violente, on n'a pas craint d'accuser la nation entière de férocité. Ils sont naturellement sociables, vifs, gais, vains, & même reconnoissans. Tous les voyageurs, qui ont pénétré dans l'intérieur de l'île y ont été accueillis, secourus dans leurs besoins, traités comme des hommes, comme des frères" (HDI, IV, 4, 354). "Le mariage des filles Madécasses avec les Colons François, auroit encore plus avancé le grand système de la civilisation. Ce lien, si cher & si sensible, auroit éteint ces distinctions odieuses qui nourrissent des haines éternelles & qui séparent à jamais des peuples, habitant la même région, vivant sous les mêmes loix" (HDI, IV, 5, 356).

jouissances de notre industrie, par la supériorité de notre génie, qu'il falloit amener l'isle entière à un but également utile aux deux nations²⁶.

Il n'y a donc pas de doute que l'*Histoire des deux Indes* s'exprimait à la faveur de la colonisation de Madagascar, et qu'elle appuyait cette idée sur des principes assez bien précisés. Nous trouverions-nous face à une véritable idéologie coloniale?

Pour en juger, je crois qu'il faut d'abord évaluer la distance qui sépare les vues de l'*Histoire des deux Indes*, à la fois des politiques coloniales entreprises par les administrateurs coloniaux au XVIII^e siècle, et de l'idéologie coloniale nourrie par l'idée de "mission civilisatrice" de la Troisième République. Tout d'abord l'appel lancé par l'*Histoire des deux Indes* à la civilisation du peuple madécasse reste lettre morte auprès de l'administration, et cela est un signe très révélateur des rapports non linéaires entre l'administration et les hommes de lettre. Il faut aussi considérer que cet appel à la colonisation discrédite les pratiques mises en place à l'époque par Maudave et Beniowski: l'*Histoire des deux Indes* les rejette comme des tentatives "sans plan, sans moyens" alors que les démarches coloniales précédentes sont qualifiées de violentes et injustes (en ce qui concerne l'acquisition des terres)²⁷. Il y a donc un virage paradoxal dans la propagande coloniale de l'*Histoire des deux Indes*: l'auteur prend le contre-pied de la politique de Versailles, critique les démarches des protagonistes des entreprises coloniales françaises desquels il puisait ses informations, et se lance dans une incitation qui, tout en s'adressant aux "hommes d'État", prend un ton consciemment utopique:

Ce n'est pas seulement la politique qui veut qu'on se roidisse contre les difficultés inséparables de cette entreprise [la colonisation de Madagascar]. L'humanité doit parler plus haut, plus énergiquement encore que l'intérêt. [...] Hommes d'état, puissent les vœux de la philosophie, puissent les vœux d'un citoyen aller jusqu'à vous!²⁸.

Le point de vue colonialiste exprimé par l'*Histoire des deux Indes* ne peut donc pas être considéré comme un texte à l'appui de la politique coloniale réelle de la France à Madagascar, et surtout il ne la légitime pas; Raynal s'inspire des textes et des mémoires officiels qu'il interprète librement, dans une perspective 'philosophique', allant jusqu'à contester les auteurs de ces textes mêmes.

Il faut encore remarquer que l'idée coloniale proposée par l'*Histoire des deux Indes*, bien que porteuse d'un discours parfois paternaliste, parvient à annuler la distance qui sépare colonisateur et colonisés ; certes, selon l'auteur, ce sont très

26 HDI, IV, 5, 356.

27 HDI, IV, 4. Cf. aussi IV, 5, 357: "[Les agens de la Compagnie] détournèrent sans pudeur une partie des fonds dont ils avoient l'administration; ils consumèrent en dépenses folles ou inutiles des sommes plus considérables; ils se rendirent également odieux, & aux Européens dont ils devoient encourager les travaux, & aux naturels du pays qu'il falloit gagner par la douceur & par des bienfaits. Les crimes & les malheurs se multiplièrent à un tel excès, qu'en 1670, les associés crurent devoir remettre au gouvernement une possession qu'ils tenoient de lui".

28 HDI, IV, 5, 358.

souvent d'entrée les peuples colonisés qui doivent s'élever au niveau des peuples colonisateurs. Il en va ainsi des Madécasses. Mais il faut aller plus loin, car les 'effet positifs' de la colonisation française, d'après Raynal, ne seront déployés que si les français à Madagascar savent abandonner la "législation de l'Europe, corrompue & compliquée par la barbarie des coutumes féodales". Il s'agit donc pour les Français eux-mêmes de retrouver, à côté des Madécasses, une simplicité et une naturalité qu'ils semblent avoir perdues.

IV.

Si, jusqu'au milieu du XIX^e siècle il était encore possible de produire des histoires de la colonisation française capables de rassembler des informations diverses sur la géographie, l'anthropologie, le commerce, l'histoire locale²⁹, dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, en revanche, le récit historique de la colonisation française se sépare progressivement de l'étude de l'histoire locale des peuples et des civilisations colonisés. La tâche de regrouper dans un tout les connaissances utiles pour mener à bout l' "œuvre coloniale" de la France est désormais confiée à une nouvelle science, que l'on nomme justement "coloniale", suivant la suggestion de Jules Duval³⁰.

Les ouvrages publiés par A. de Longeville, J. Rambosson, Paul Gaffarel, Alfred Rambaud³¹, nous offrent des exemples éloquentes de la construction de cette science qui, selon Rambosson, se compose de plusieurs compétences: "géographie, histoire, productions, administration, et commerce: telles sont les grandes divisions auxquelles toutes les notions ont pu se rattacher"³². La partie confiée à l' "histoire" par cette "science coloniale" consiste, le plus fréquemment, dans un récit chronologique et événementiel de la colonisation française. Souvent, les écrivains se contentent de résumer en quelques pages une histoire coloniale qui s'étale sur plusieurs siècles. Encore une fois, il n'est pas question

29 Comme le faisait l'*Histoire des deux Indes*, véritable modèle d'une historiographie "encyclopédique" dans ses quatre éditions dont la dernière fut publiée en 1820, mais aussi comme essayaient de le faire les plus modestes synthèses de Antoinette-Joséphine de Latreiche, qui écrit sous le pseudonyme de Comtesse de Drohojowska, une *Histoire des colonies françaises* (Lyon-Paris: Périsse Frères 1853), et Juste-Jean-Étienne Roy, qui écrit lui aussi une *Histoire des colonies françaises et des établissements français en Amérique, en Afrique, en Asie et en Océanie, depuis leur fondation jusqu'à nos jours* (Tours: A. Mame, 1855).

30 "C'est une partie de la science à refaire, ou plutôt détacher pour être érigée en science spéciale, la science de la colonisation qui a son objet précis, délimité, bien distinct de tout autre, et qui l'explore avec des instruments fournis par d'autres sciences, mais formant en ses mains un ensemble qui n'appartient qu'à elle": J. Duval, *Les colonies et la politique coloniale de la France* (Paris: Bertrand, 1864), *Préface*, citée aussi par A. Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale* (Paris: Larose, 1895) 15. Cf. Dulucq, *Écrire l'histoire de l'Afrique*, 149-160.

31 A. de Longeville, *Les Colonies françaises, géographie, histoire, statistique* (Rouen: Mégard, 1869); J. Rambosson, *Les Colonies françaises. Géographie, histoire, productions, administration et commerce* (Paris: Ch. Delagrave, 1868); P. Gaffarel, *Les Colonies françaises* (Paris: Germer-Baillière, 1880), et *La France coloniale: histoire, géographie, commerce*, sous la direction de A. Rambaud (Paris: A. Colin, 1888).

32 Rambosson, *Les colonies françaises*, viii.

de s'intéresser directement à l'histoire locale: les ouvrages ne retiennent que les dates et les moments qui 'autorisent' la France à défendre ses droits sur les territoires occupés.

Cette pratique d'écriture de l'histoire coloniale ne semble pas par ailleurs reposer sur une réflexion méthodologique détaillée et développée. En 1851, quelque peu avant l'émergence de l'idée de 'science coloniale' dont l'histoire ferait aussi partie, Vivien de Saint-Martin, auteur d'une étude intitulée *Les sciences historiques et géographiques, envisagées dans leur mouvement actuel chez les différents peuples de l'Europe* (Paris, Arthus Bertrand éditeur), ne se penchait même pas sur l'apport du savoir historique à la connaissance du fait colonial, alors qu'il envisageait la science historique sous le respect de l'histoire locale, de l'histoire des langues et des religions. Même un apôtre de la 'science coloniale' tel que Jules Duval ne parvient pas à définir les objets et les méthodes propres du savoir historique intégré à la science coloniale sinon d'une façon très générale et quelque peu ambiguë, alors que l'usage de ce savoir historique en soutien de l'idée coloniale est, quant à lui, bien évident:

[la science coloniale] lit dans l'histoire l'influence des colonies sur le sort des métropoles, et y découvre une des causes de la puissance et de la richesse de ces dernières, de leur grandeur et de leur chute³³.

En parallèle du débat sur les méthodes de l'histoire coloniale, l'étude des pays et des peuples intéressés par la présence française reçoit aussi une impulsion dictée par l'expansion nationale outre-mer. Entre les années 1840 et 1890, au moins trois importantes histoires de Madagascar sont publiées par Henry d'Escamps (1846)³⁴, Camille de la Vaissière³⁵, et Alfred Grandidier³⁶. Certes, le regard que la France porte à l'histoire locale de l'île est motivé par les entreprises coloniales. Les sources exploitées sont prioritairement françaises et ministérielles. Au bout du compte, l'histoire de Madagascar reste l'histoire de la France à Madagascar, et surtout de ces traits de Madagascar auxquels la nation s'intéresse: le royaume Mérima et les missions catholiques³⁷. Il existe pourtant des tentatives d'écrire l'histoire de Madagascar au sens large, c'est-à-dire d'un pays moins directement concerné par la présence coloniale française. *L'Histoire physique, naturelle, et politique de Madagascar*, qu'Alfred Grandidier publie en 1885, se propose d'offrir la connaissance la plus complète possible de cette île. Si, finalement, l'intérêt que les Grandidier (père et fils) portent sur Madagascar correspond aux vues

33 Duval, *Les colonies et la politique coloniale de la France*, xix.

34 Henry d'Escamps, *Histoire et géographie de Madagascar* (voire note 14).

35 C. de La Vaissière, *Histoire de Madagascar: ses habitants et ses missionnaires* (Paris: Lecoffre, 1884).

36 A. Grandidier, *Histoire physique, naturelle, et politique de Madagascar* (Paris: Impr. nationale, 1885).

37 Cf., à ce sujet, les remarques de H. Deschamps, "Conceptions, Problèmes et Sources de L'Histoire de Madagascar", *The Journal of African History*, 1, 2 (1960): 249-256, spéc. p. 250.

coloniales de la France, leurs tentatives pour faire progresser la connaissance de l'île dépassent la simple propagande, et pour cela, elles seront appréciées par un réformateur de l'histoire coloniale tel que Hubert Deschamps en 1960, lui aussi provenant de l'expérience comme administrateur de la Grande Île³⁸. Il me paraît donc important de distinguer parmi les différentes sortes de productions historiographiques concernant Madagascar ou les possessions françaises plus en général. Si différentes formes de récits historiques sont directement inspirées par l'élan colonial français et s'inscrivent dans l'effort de connaissance que cet élan entraîne, ces récits ne se ressemblent pas tous par nature. À côté des histoires hagiographiques de la présence française à Madagascar, coexistent des tentatives, fort imparfaites par ailleurs, de faire l'économie de la présence française sur l'île pour connaître et étudier les éléments indigènes de l'histoire locale.

V.

Sans nier le regard déformant porté sur cette histoire locale, et parfois son véritable oubli, il me semble intéressant de mettre en évidence certaines remarques, objections, et mises en garde provenant du sein de l'historiographie coloniale européenne elle-même envers ses négligences et ses préjugés ; bien que ces critiques n'arrivent pas à démanteler un système épistémologique largement européocentrique, et parfois contredisent les propos qu'elles affirment, il me semble qu'elles font preuve d'un degré de dynamisme plus consistant que ce que l'on représente habituellement:

Il y a, et surtout il y a eu, des monuments historiques dans nos colonies. L'histoire coloniale, jusqu'à présent, ne s'en est guère souciée. Exception faite pour l'Afrique du Nord et pour quelques rares coins privilégiés, comme Angkor, elle ignore à peu près tout des traces matérielles laissées par les sociétés indigènes ou les peuples colonisateurs. C'est là une lacune singulièrement grave, si l'on songe à la place que les monuments, petits ou grands, châteaux, cathédrales, statues ou médailles, tiennent dans l'histoire de l'Europe. [...] C'est dire qu'en négligeant cette source de documentation, l'histoire coloniale se condamne à mainte erreur et mainte injustice.

Qui voudrait souscrire à cette remarque, pourrait être surpris d'apprendre qu'elle est tirée des *Éléments de l'histoire coloniale*, publiés en 1921 par Georges Hardy, à l'époque directeur général de l'*Instruction publique, des beaux-arts et des antiquités* du Maroc³⁹. Dans cet ouvrage, Hardy insiste encore sur d'autres défis que présente l'étude de l'histoire coloniale: elle attend tout d'abord de l'historien qu'il porte un regard critique sur les sources écrites – la presse et les relations de voyages – car celles-ci contiennent des informations parfois

38 Deschamps, "Conceptions, problèmes et sources de l'histoire de Madagascar", 251.

39 G. Hardy, *Les éléments de l'histoire coloniale* (Paris: La Renaissance du Livre, 1921), 24-25. Cf. Dulucq, *Écrire l'histoire de l'Afrique*, 97-118.

fausses, parfois exagérées. Ensuite, la complexité du phénomène colonial exige de l'historien de situer son regard au croisement de plusieurs perspectives: les dynamiques globales, l'histoire métropolitaine, l'histoire locale: "c'est déjà une particularité très importante, que cette histoire [coloniale] ait pour ainsi dire deux centres, ou, si l'on préfère, deux foyers, l'un dans la métropole, l'autre dans la colonie intéressée"⁴⁰. Une fois de plus, me semble-t-il, nous retrouvons des recommandations judicieuses et partageables, bien qu'elles viennent de la plume d'un haut fonctionnaire colonial. Héritage ambigu, embarrassant, ou mise en garde prévoyante contre les abus des études coloniales à venir?

Certes, la mise à l'épreuve des principes herméneutiques déclarés par Hardy fait émerger des résultats quelque peu décourageants: somme toute, *l'Histoire de la colonisation française* qu'il publie en 1928 s'inscrit dans le paradigme historiographique conventionnel, qui consiste à défendre la 'vocation colonisatrice' de la France en montrant la longue durée et les effets de la présence française outre-mer⁴¹; il s'agit à la fois d'un récit événementiel et d'un bilan historique dans lequel l'histoire des peuples colonisés ne trouve pas encore de place. Le point de vue de cette histoire reste donc 'national' dans le sens où l'historien s'intéresse aux entreprises de la France, à ses succès et à ses 'malheurs'.

La première importante vague polémique contre l'histoire coloniale de Madagascar se manifeste à l'époque de l'indépendance de la Grande Île. Je ferais référence à deux ouvrages bien différents entre eux quant aux points de vues et méthodologies développés, et qui pourtant se rejoignent sur le terrain de la polémique envers l'histoire coloniale.

Le premier parmi ces ouvrages – dont le titre est *Contribution à l'histoire de la nation malgache* – est publié en 1958 par un historien marxiste proche du parti communiste, Pierre Boiteau⁴². L'histoire de Madagascar est interprétée à la lumière des idées de Marx et Engels sur l'État, les luttes de classes, l'impérialisme comme entreprise bourgeoise pour l'ouverture de nouveaux débouchés en soutien de la production. Le regard que Boiteau porte sur l'histoire madécasse ne se laisserait donc pas qualifier comme 'neutre'. L'écrivain, d'ailleurs, a été aussi acteur dans cette histoire. Néanmoins, ce qui intéresse, ici, c'est de remarquer que, peut-être justement en raison de son point de vue engagé, Boiteau arrive à dénoncer les transformations que l'arrivée des Européens a provoquées dans la société et l'économie madécasses. Deuxième élément d'intérêt dans cette réécriture de l'histoire de Madagascar, c'est que la polémique menée par Boiteau ne reste pas sur le plan de l'économie; elle investit aussi la production des connaissances et en particulier, l'écriture de l'histoire coloniale. D'abord Emile Tersain dans la préface qu'il rédige pour cet ouvrage, ensuite l'auteur lui-même insistent sur les représentations déformantes de la société et de l'économie malgaches élaborées par les Européens – qu'ils appellent "falsifications":

⁴⁰ Hardy, *Les éléments de l'histoire coloniale*, 41.

⁴¹ G. Hardy, *Histoire de la colonisation française* (Paris: Larose, 1928).

⁴² P. Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache* (Paris: Éditions Sociales, 1958).

Géographes venus dans une louable intention de pénétration scientifique, prospecteurs attirés par des soucis plus utilitaires, missionnaires animés – protestants ou catholiques – par un but d'évangélisation, militaires racontant leurs campagnes et ce qu'ils imaginent être leurs exploits, ont tous été, en fin de compte, les fourriers et les servants de la colonisation. Et volontairement (dans la plupart des cas) ou involontairement, leurs travaux tendent toujours à justifier cette même colonisation. [...] L'histoire écrite de Madagascar est l'œuvre d'Européens. Mis à part quelques rares auteurs anciens, ces Européens sont les porte-parole de leurs impérialismes respectifs et, à ce titre, on peut s'attendre de leur part à de multiples falsifications⁴³.

Boiteau dénonce par la suite "l'oppression culturelle" de la France consistant dans l'effort (notamment par Gallieni) de transplanter les programmes d'études occidentales dans la culture locale, ce qui empêchait l'étude de l'histoire locale⁴⁴. Il est intéressant de constater que cette dénonciation de la domination culturelle que la France a exercée sur les colonisés s'exprime dans les mêmes termes employés par les porte-parole des *Subaltern Studies*⁴⁵ dans leur analyse des rapports de la culture au pouvoir.

On serait sans doute bien en droit de mettre les principes énoncés par Boiteau à l'épreuve des résultats. Il faudrait alors reconnaître que le point de vue marxiste risque de superposer à l'histoire des mondes colonisés des catégories, telles que 'lutte de classe', ou 'état', qui sont tout autant schématiques et européocentriques que les représentations de la civilisation madécasse qu'elles veulent renverser. Tout bien considéré, les objections soulevées par les *Subaltern Studies* envers les théories marxistes du développement socio-économique des nations colonisées pourraient s'appliquer à l'interprétation que Boiteau propose de l'histoire de Madagascar ; il me paraît néanmoins important de souligner que le rôle joué par le point de vue marxiste (spécialement le marxisme gramscien) dans la mise en cause de l'histoire coloniale est à l'origine des remarques avancées quelques années plus tard par les *Subaltern Studies*.

Un deuxième front polémique envers le point de vue colonial et européocentrique, qui influence l'écriture de l'histoire de Madagascar, s'ouvre en 1960 par un article de Hubert Deschamps⁴⁶. Soulignant que le regard européen sur l'histoire de Madagascar avait été fortement orienté par les politiques et les stratégies coloniales, Deschamps insiste sur l'importance de restituer l'histoire de Madagascar à ses peuples:

L'histoire coloniale était hagiographique, héroïque (d'un seul côté), patriotique, uniformément bienfaisante et civilisatrice. Ensuite nous avons vu naître, par réaction,

43 Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, 7-8, 11.

44 Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, 290-5.

45 P. Chatterjee, *Nationalism as a Problem in the History of Ideas*, in Id., *Nationalist Thought and the Colonial World* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1986), 17-30.

46 H. Deschamps, "Conceptions, problèmes et sources de l'histoire de Madagascar".

une histoire anticoloniale, mettant en scène, aussi exclusivement, de blancs démons tortionnaires, réactionnaires et exploiters [...]. Coloniale, anticoloniale, ce sont les deux faces contraires d'une même monnaie: au premier plan les Européens, les "enfants de Japeth", et leurs sempiternelles divisions⁴⁷.

Tout comme il était impossible d'imaginer une histoire de la France où les "premiers rôles seraient tenus par les Romains, les Anglais, les Espagnols et les Prussiens", un effort devait être fait pour replacer les Madécasses au centre de leur propre histoire:

L'européocentrisme – Deschamps dénonce en 1970 – n'est plus qu'un anachronisme à abattre, et un égoïsme à combattre. Cette optique européenne, fruit de l'ignorance, des habitudes, de la paresse intellectuelle et d'un orgueil commode, a longtemps retardé et faussé l'histoire de l'Afrique⁴⁸.

Bien évidemment, au lieu de s'en tenir aux seules déclarations de principe (bien que salutaires et fort utiles), il serait souhaitable de soumettre l'exécution du programme de Deschamps à une analyse détaillée des résultats⁴⁹. Une fois de plus, cette vérification ne saurait être tout à fait satisfaisante; on pourrait ainsi se demander ce qu'il en est de la reconnaissance de l'authenticité de l'histoire africaine et de l'abandon des paramètres européens si, au bout du compte, Deschamps lui-même juge du développement de l'histoire de Madagascar à l'aune d'une notion 'européenne' telle que celle de 'progrès', aboutissant finalement au rapprochement quelque peu suspect de l'histoire de la Grande Île à celle de...la France:

Cette histoire d'un des pays les plus originaux du monde apparaît, dans sa marche continue à l'unité, comme particulièrement cohérente et clairement progressive. Elle diffère, à cet égard, d'histoires cycliques, comme celles de l'Inde ou de la Chine, et évoque plutôt, dans son déroulement logique, l'histoire de France elle-même⁵⁰.

Sommes-nous donc à nouveau confrontés au paradoxe d'un point de vue eurocentrique qui conduit presque insensiblement à tout rapporter au progrès européen ? Deschamps serait-il lui-même tombé dans le piège de l'idéologie eurocentrique, sinon coloniale? Somme toute, en représentant Madagascar comme intrinsèquement proche de l'Europe, plus précisément encore, proche de la France qui l'avait gouvernée pendant "65 ans de vie commune" dans le but déclaré de mettre la Grande Île sur le chemin du progrès, l'auteur ne finit-il pas par créditer en quelque mesure l'ancienne thèse coloniale? Des indices nous

47 H. Deschamps, *Histoire générale de l'Afrique noire, de Madagascar et des archipels*, sous la direction de H. Deschamps (Paris: Puf, 1970-1971, 2 vols.), vol. I, 8. Cf. Dulucq, *Écrire l'histoire de l'Afrique*, 258-9.

48 *Histoire générale de l'Afrique noire*, 7-8 pour les deux extraits.

49 Cf., en général, Dulucq, *Écrire l'histoire de l'Afrique*, 257-280.

50 H. Deschamps, *Histoire de Madagascar* (Paris: Berger-Levrault, 1972, 4^e éd. revue et complétée), 8.

confirment dans ce soupçon: le défi que Madagascar devait relever pour affermir son indépendance consistait, selon Deschamps, à trouver sa place et jouer son rôle dans le développement de deux civilisations différentes, celle de l'Europe et celle de l'Asie. Le peuple malgache, situé à la frontière de ces deux mondes, risquait d'être envahi par les "foules chinoises et indiennes" qui "ne cessent de s'accroître à un rythme gigantesque et risquent de déborder vers ces zones de basses pressions démographiques de la planète qui se situent dans l'hémisphère austral"⁵¹. Redevenu indépendant, le pays devait maintenant "mériter" cette liberté: cela signifiait abandonner toute nostalgie du temps de "ray amandreny", et faire évoluer rapidement sa civilisation sous l'impulsion de la science et de la technique afin de participer à la vie mondiale et demeurer maître de sa propre histoire⁵². L'ambiguïté de ce souhait réside dans le fait qu'il propose, en définitive, le ralliement de Madagascar à l'Europe, alors que les peuples africains étaient en quête de la "troisième voie" au progrès.

Il me paraît essentiel de souligner que l'ensemble des questions soulevées jusqu'à présent pose un problème qui intéresse l'écriture et l'étude de l'histoire coloniale: libérée, si possible, de la référence implicite ou explicite au point de vue national, l' 'histoire coloniale' aura-t-elle encore un sens, ou finira-t-elle par se dissoudre dans l'écriture et l'étude de l'histoire des civilisations du Monde? Je crois que la réponse à la première question doit être affirmative, si on ne veut pas diminuer l'importance du fait colonial en lui-même. Les apports qui favorisent cette réécriture de l'histoire coloniale ne manquent pas, comme on l'a évoqué au début de cette étude: ils arrivent de domaines et méthodologies aussi diverses que l'Atlantic History, la socio-histoire, l'histoire des échanges, des transferts, des circulations des savoirs, l'histoire de l'économie à l'échelle globale. Considérés dans leur ensemble, ces apports sont en train de transformer nos vues sur l'histoire coloniale, d'en faire une histoire pour ainsi dire bidirectionnelle, capable d'explorer les échanges complexes entre civilisations différentes, les modifications réciproques, les rapports de pouvoir et leurs inflexions, les interactions, les mécompréhensions, les rencontres et les confrontations.

C'est à l'intérieur de ce vaste domaine de recherche, qu'une enquête empirique de la production et de l'écriture des paradigmes historiques qui ont raconté l'expansion coloniale française trouve toute sa légitimité. Les objets et les enjeux du long débat historiographique que nous venons d'évoquer dans ce survol, les transformations épistémologiques, les circulations d'informations que nous avons signalées, montrent combien ce savoir historique était varié, dynamique, pluriel; son évolution du XVIIIe jusqu'au XXe siècle a été considérable. L'enjeu d'une telle enquête du savoir historique exige tout d'abord de saisir dans quelle mesure les colonies ont été associées à la métropole dans la conscience des contemporains, et combien la conscience que la métropole avait d'elle-même dépendait de la conscience qu'elle avait de ses colonies. Mais

⁵¹ Deschamps, *Histoire de Madagascar*, 324.

⁵² Deschamps, *Histoire de Madagascar*, 324.

il s'agit aussi de remettre en cause l'idée, trop souvent reçue, que ce savoir historique ait eu un développement linéaire, exclusivement orienté vers la dominance culturelle. Il s'agirait au contraire de porter un regard nouveau sur ce savoir, comme sur les autres savoirs, en soulignant les critiques internes, les résistances, les occasions manquées de réforme, les gagnants mais aussi les perdants dans la production et la promotion des discours historiques. Tout cela non dans le but de minimiser la dominance culturelle, mais d'en montrer son historicité, de sorte à mieux la comprendre, et de sorte aussi à nous octroyer cette capacité à saisir la diversité et la variété qui sont le rempart contre toute hégémonie épistémologique. En restituant au savoir historique sur le fait colonial des XVIIIe, XIXe, et XXe siècles sa variété interne et la pluralité des voix qui le composaient, nous serons nous-mêmes capables d'entendre et de dialoguer avec la pluralité qui nous entoure; nous serons capables de porter un regard autre sur l'histoire coloniale et son héritage culturel.